

Colloque
L'Action française :
culture, politique, société

Paris — 21, 22 et 23 mars 2007

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

– 2007 –

Certains droits réservés
merci de consulter
www.maurras.net
pour plus de précisions.

Notre ami Tony Kunter, doctorant à l'université de Toulouse II - Le Mirail, a bien voulu nous transmettre les notes qu'il a prises les 21, 22 et 23 mars 2007 lors du colloque sur « L'Action française : culture, politique, société » organisé à Paris, dans le cadre du Centre d'histoire de l'Institut d'Études Politiques, avec le concours de l'Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHIS) et du Comité d'Histoire Parlementaire et Politique (CHPP). Nous l'en remercions vivement.

Cette rencontre a pour origine une initiative de Jacques PRÉVOTAT (né en 1939 ; professeur d'histoire contemporaine, Lille III) et de Michel LEYMARIE (né en 1951 ; maître de conférences en histoire contemporaine, Lille III et IEP de Paris). René RÉMOND (1918–2007) a également largement participé à sa préparation.

Le colloque était annoncé comme le premier d'une série d'au moins trois rencontres. La seconde, prévue à l'horizon du printemps 2008, organisée par Olivier DARD à Metz, se concentrerait sur « l'Action Française et l'étranger », faisant écho à un ouvrage récent¹. Le troisième colloque (2009) s'attacherait à scruter l'influence du mouvement maurrassien dans le monde des lettres, en référence aux thèses de Pierre-Jean DESCHODT² et de Stéphane GIOCANTI.

Deux ans ont été nécessaires à la réalisation de ce colloque. Il faut dire que l'année 2005 avait un sens particulier pour les organisateurs : dix ans après la fin de la thèse de J. PRÉVOTAT (*Les catholiques et l'Action française, histoire d'une condamnation*) ; un an après la publication de son « Que sais-je ? » sur le mouvement d'Action française ; deux décennies après la disparition de Victor NGUYEN. Dans le même temps, M. LEYMARIE terminait les relectures de son *Albert Thibaudet, l'outsider du dedans* (publié en 2006), qui

¹Catherine POMEYROLS et Claude HAUSER, *L'Action française et l'étranger*, L'Harmattan, 2001, 128 p.

²Pierre-Jean DESCHODT, *Maurras dans la République et la République des lettres : contribution à l'histoire des idées politiques sous la Troisième République*, thèse de doctorat menée sous la direction de François-Georges DREYFUS, Université Paris IV, 1997, 5 vol., 1250 p.

lui avait donné l'occasion de redécouvrir l'une des rares références substantielles existante sur les idées de Charles MAURRAS. Enfin, René RÉMOND, un demi-siècle après la première mouture de sa célèbre étude sur *La Droite en France* (1954)³, achevait de se rallier à cette vision multidimensionnelle de l'analyse historique du politique. Toutes les conditions étaient donc réunies pour qu'ait lieu une révision de l'histoire de l'Action française, centrée sur le concept de médiation (héritage, diffusion, réception), approche de pointe en histoire des idées politiques, comme a pu le souligner M. WINOCK⁴.

L'introduction de Michel LEYMARIE a fixé les enjeux de la rencontre, les problématiques auxquelles elle voulait tenter d'apporter des réponses. Dans la perspective d'une approche sociale et culturelle de l'Action française, il s'agissait de percevoir comment cet « envers de la République » a pu imprégner une société française en plein processus de républicanisation des esprits de 1899 à 1940, avant ce que Pierre NORA a nommé « le second apogée de l'Action française »⁵.

L'étude des héritages revendiqués ou récusés devait rapidement laisser place aux sociabilités (les jeunes, les femmes) et oppositions (les opposants, les dissidents, les critiques, la figure de Luigi STURZO). Les portraits de groupes étaient mis à l'honneur (milieux sociaux : juridiques, médicaux, militaires, économiques ; milieux religieux : catholiques, protestants, juifs). Les artistes et musiciens ne seraient pas abordés, cette catégorie ayant déjà donné lieu à des travaux. Les professeurs, les chartistes, les châteaux auraient pu faire l'objet de communications mais ces communautés n'ont pas été retenues.

Il convenait ainsi de vérifier la vue d'Emmanuel BEAU DE LOMÉNIE⁶ selon laquelle le maurrassisme n'a jamais pénétré les cadres du pays. L'ambition de la rencontre était de prendre la mesure du magistère intellectuel de MAURRAS. La dimension générationnelle devait être une voie d'accès privilégiée pour nourrir ce dessein. Signalée dans Louis LATZARUS et son *La France veut-elle un roi ?* (1925), cette évocation des générations verrait son point d'orgue en 1942 dans *Les Décombres* de Lucien REBATET⁷.

Peut-on, à l'instar de Georges VALOIS, parler d'une hégémonie politique et culturelle incontestée de l'Action française jusqu'en 1925 ? Est-ce que les

³Dont le titre est devenu dans les éditions ultérieures *La Droite en France, de la première Restauration à la V^e République*.

⁴René RÉMOND (dir.), « Les idées politiques » par M. WINOCK, *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1989, p. 247-253.

⁵Pierre NORA, « Les deux apogées de l'Action française », *Annales ESC*, janvier-février 1964, p. 127-141.

⁶Analyse tirée d'E. BEAU DE LOMÉNIE, *Maurras et son système*, Bourg, E.T.L., 1953, 152 p.

⁷De cet ouvrage controversé, nous extrayons une citation : « Les bacheliers militants de 1934 sont devenus les fascistes. »

thèmes de l'Action française ont atteint des hommes autres que les siens (les canaux de diffusion ont été étudiés dans deux communications portant sur le journal et la revue bimensuelle de 1899 à 1908, et sur les revues après 1908)? Enfin, l'étude de cas régionaux (Provence, bas Languedoc, Bordelais, Lille, la Bretagne) soulignerait la nature et la portée du mouvement dans un microcosme local (greffe du néoroyalisme sur un vieux tronc, sur une base nationaliste, catholique...)

Dans sa conclusion, Jacques PRÉVOTAT insista sur un renouvellement perceptible de l'historiographie. La problématique croisant culture, politique et société paraît avoir été particulièrement opératoire pour rendre à l'Action française sa véritable identité historique. Les interventions ont encore précisé l'importance de la personnalité de MAURRAS, « un séducteur » (le comte de Paris le qualifiait ainsi), un passionné, disponible, stimulant ; à la fois théoricien, pédagogue et formateur. Les communications ont également nuancé l'image hégémonique de l'Action française, le nombre de militants ayant peut-être été surestimé par le passé. L'idée d'une minorité particulièrement agissante et médiatique ressort des différents exposés. Les milieux professionnels n'ont visiblement pas été abordés dans leurs complexités techniques par les cadres du mouvement, qui ont avant tout essayé de capter la « rouspétance ».

La rencontre aura aussi permis d'affiner la chronologie de l'histoire du mouvement. Après une période de séduction (1899–1914), et un processus d'enracinement (1908–1920, apogée du prestige intellectuel), le courant néo-royaliste se sclérose (1923–1927) face au foisonnement extraordinaire de l'Entre-deux-guerres. L'enfermement et le lyrisme politique, liés à la personnalité de MAURRAS (son expérience personnelle a largement influencé ses idées) et contenus en germe dès l'inflexion maurrassienne (lors de la marginalisation de VAUGEOIS après 1901), éclosent au grand jour lors du 6 février. L'investissement dans l'Union sacrée et la candidature aux élections de 1919 avaient normalisé le mouvement au regard de la radicalité, alors que les années 30 ont vu une brutalisation du discours politique. Il s'en suivit une répétition mécanique d'une doctrine décrédibilisée (défense politique du catholicisme mais condamnation papale jusqu'en 39 ; éloignement de la Maison de France en 1937).

L'éclaircissement des rapports de l'Action française avec l'histoire constitue une autre ligne de force du colloque (réévaluation de FUNCK-BRENTANO), de même que la diversité du mouvement par rapport aux milieux géographiques.

Les exposés ont, par ailleurs, posé nombre de questions. La notion d'influence mériterait d'être fouillée : que signifie être maurrassien ? Quels sont

les différents degrés d'adhésion ? Car, comme l'auront démontré les communications, il y a mille façons d'adhérer et de quitter l'Action française.

Il faudrait, en outre, quantifier. Mais un tel travail serait fort délicat, et la statistique a ses limites. Le concept de champ structurant pourrait préciser la perception historique de l'aura de l'Action française. Une telle analyse demanderait de s'attaquer en profondeur à l'océan des publications, ou encore aux listes de souscriptions. Nombre de fonds d'archives se cachent encore dans les châteaux⁸.

Enfin, les études des cas locaux posent le problème des rapports entre le centre et les périphéries, et pourquoi pas, des liens entre les périphéries.

Jacques PRÉVOTAT a par ailleurs émis le souhait de voir rééditer les œuvres complètes de MAURRAS dans une collection facilement accessible aux étudiants et aux jeunes chercheurs, et appelé de ses vœux la prochaine réouverture au public de la bibliothèque de la Maison du Chemin de Paradis.

Compte-rendu des séances

Première partie :

Autour de la notion maurrassienne d'héritage

Recadrer la notion maurrassienne d'héritage, telle était peut-être originellement la mission du président de séance, le doyen René RÉMOND, absent pour des raisons de santé. (Nous apprenions sa mort quelques semaines plus tard, le 14 avril 2007.)

Philippe Boutry⁹ (Normalien, ancien membre de l'École française de Rome, professeur à l'Université Paris I depuis 2001, directeur à l'École des hautes études en sciences sociales, il enseigne aussi à l'IEP de Paris) évoqua d'abord « l'Action française, la Révolution et la Restauration ». Son ambition était d'esquisser l'espace central au sein duquel se forge l'idée de transmission chez MAURRAS, pour saisir comment, selon ce principe, il accepte ou refuse certains apports.

⁸Lorsqu'il avait rencontré son aîné E. WEBER, l'historien californien avait confié à Jacques PRÉVOTAT : « Vous devrez aller dans les châteaux. »

⁹Ses domaines de recherche touchent à l'anthropologie religieuse du christianisme, de Rome et de la papauté (XVIII^e–XIX^e siècles), à l'histoire religieuse de la France contemporaine, à la Révolution française du point de vue de la culture et des sociabilités politiques, ou encore à la culture et la politique en France au XIX^e siècle. Sa thèse, soutenue en 1983 et dirigée par M. AGULHON, s'intéressait aux *vénérés pasteurs du diocèse de Belley : cheminement des mentalités et des opinions religieuses dans les paroisses rurales du département de l'Ain de 1815 à 1880*. Suite à celle-ci, il publie en 1986, au Cerf, *Prêtres et paroisses au pays du curé d'Ars*.

Il était fort délicat d'innover sur ce champ largement défriché en histoire par Victor NGUYEN, et en philosophie par Maurice WEYEMBERGH. A-t-on le droit de reprocher à Ph. BOUTRY de ne pas s'y être essayé ? Citer LE PLAY, TAINÉ, RENAN, COMTE, comme initiateurs à sa vie d'esprit ne pose pas de problème. En revanche, dire que MAISTRE et BONALD furent ses premiers maîtres mérite d'être nuancé¹⁰. D'une part, parce que MAISTRE et BONALD sont loin de constituer un duo homogène. D'autre part, si MAURRAS rencontre MAISTRE très jeune, il ne lit BONALD qu'en 1887 dans le cadre d'un recueil de *Pensées*. L'article montre l'étendue du scepticisme maurrassien face à la pensée bonaldienne en tant qu'aïeule respectable mais vieillissante¹¹. Seul l'intérêt de BOURGET, MONTESQUIOU et DIMIER, et une récupération en vue de séduire les vieilles élites royalistes réconcilieront MAURRAS avec l'Aveyronnais.

L'aspect contradictoire de l'exposé de Ph. BOUTRY semble mis au jour quand il cite largement cet article tout en insistant sur la filiation bonaldienne. Une fois résumé le chapitre « 1889 ou le centenaire contesté » de l'*opus magnum* de NGUYEN, Ph. BOUTRY finit en anticipant sur l'exposé de Christian AMALVI portant sur l'historiographie de l'Action française (« Les conceptions de l'histoire selon l'Action Française »). L'évocation de BAINVILLE, GAXOTTE, du Marquis DE ROUX, de FUSTEL DE COULANGES laisse place à un développement sur l'« appropriation » d'Augustin COCHIN par le mouvement. Comment Monsieur BOUTRY peut-il aligner un si grand nombre de grandes figures d'Action française acquises à l'histoire, souligner un intérêt qui va jusqu'à la récupération, et en même temps préciser que « le mouvement aura tendance à sous-traiter sa production historique » ? Par ailleurs, a-t-on le droit de s'étonner des parallèles excessifs et sibyllins qu'il établit entre le traitement de l'histoire par MAURRAS et les travaux de François FURET¹² ? Sa conclusion sur la Restauration fut concise : « MAURRAS pensait bien plus à une instauration ».

¹⁰Voir Tony KUNTER, *L'héritage contre-révolutionnaire dans la pensée de Charles Maurras*, master d'histoire contemporaine, Université Toulouse II - Le Mirail, 2006-2007, 2 vol. (234 et 226 p.)

¹¹C'est également l'opinion émise par Lamartine dans *Raphaël*, et nous avons vu (cf. la dissertation de Maurras sur Tacite écrite à l'âge de quatorze ans) que ce livre de souvenirs de jeunesse avait fortement marqué le tout jeune Maurras (N.D.É.)

¹²Au sujet de MAURRAS : « Penser la Révolution française fut à l'origine de sa philosophie ». Au sujet d'Augustin COCHIN, Ph. BOUTRY s'étonne que « François FURET minore le cas de l'Action française ».

La synthèse claire et efficace (sources précisées dès l'introduction) de Christian AMALVI¹³ (professeur, Montpellier III) soulignait les points communs (refus de l'histoire romantique, détestation de la Réforme et de la Révolution...) et les différences (pour exemple, un MAURRAS atticiste face à un FUNCK-BRENTANO gothique) des historiens d'Action française tout en établissant une typologie assez fine (idéologues, journalistes, historiens) et en complétant la galerie de personnalités (DAUDET, MASSIS, BERNANOS, réévaluation de FUNCK-BRENTANO). On ne saurait reprocher à un universitaire de s'offusquer devant le manque d'académisme de nombre d'historiens du mouvement. Pour compléter cette intervention, la lecture de Stephen WILSON (« Les historiens d'Action française » in *Études maurrassiennes*, vol. 2, p. 195-202) apporte un autre éclairage global sur la révision historique organisée par l'Action française en finissant d'en énumérer les références importantes (Jean HÉRITIER, Charles BENOIST, les frères DELEBECQUE...)

L'intervention de Jérôme GRONDEUX¹⁴ (Maître de conférence, Paris IV) a défini les différentes racines historiques du concept de « spirituel républicain » post-révolutionnaire¹⁵ (premier courant : Victor COUSIN et les doctrinaires, puis les spiritualistes philosophiques tels RENOUVIER, BLONDEL ou OLLÉ-LAPRUNE ; deuxième courant : les mystiques attendant une religion de l'avenir et les humanitaristes ouverts à une tradition religieuse confrontée à la notion d'humanité ; troisième courant : la tentative positiviste). Il est moins entré dans les détails du processus de déshumanitarisation du com-

¹³Ancien élève de l'École nationale des Chartes, conservateur à la BNF jusqu'en 1991, Chr. AMALVI s'est spécialisé dans les questions relatives à l'éducation populaire, à l'écriture, l'enseignement et la vulgarisation de l'histoire. Il est également auteur du *Goût du Moyen Age* et des *Héros de l'histoire de France*. Sa démarche l'inscrit dans le courant de l'histoire des mentalités, ou plus précisément celui de l'histoire des représentations du passé. On insistera sur sa thèse d'État dirigée par Charles-Olivier CARBONELL, soutenue en 1994 et intitulée : « *L'Histoire pour tous* » : la vulgarisation historique en France d'Augustin Thierry à Ernest Lavisse (1814-1914).

¹⁴Né en 1965, ses recherches portent sur l'histoire des idées politiques, historiographiques et religieuses (XIX^e-XX^e siècles). Sa thèse, menée sous la direction de J.-M. MAYEUR, soutenue en 1994, portait sur *La pensée catholique sociale de G. Goyau jusqu'en 1914 (Écrire et faire l'histoire)*. On signalera sa contribution à *La Postérité de l'Affaire Dreyfus*, sous la direction de Michel LEYMARIE, en 1998 : « L'Affaire Dreyfus, et le surgissement de Charles Maurras dans la vie politique française ».

¹⁵Un tel sujet était induit par une communication de V. NGUYEN dans un des colloques d'Aix dans les années 70 : « De la dénégation du sacré qui caractérise les révolutions libérales, à son retour en force travesti sous le masque des idéologies, l'accession de la bourgeoisie à la domination s'accompagne, malgré les ressacs de piété jaillis de circonstances traumatisantes, d'un effondrement sans précédent de la sanctification millénaire des travaux et des jours. [...] Par cette déchirure de la civilisation, passera, entre autres, le destin maurrassien... ». « Approche de la notion maurrassienne d'héritage », *Études maurrassiennes*, Aix-en-Provence, Centre Charles Maurras, n° 2, 1973, p. 155.

tisme par MAURRAS, de même qu'il a peu analysé l'alliance de revers entre les catholiques et le positivisme d'Action française face aux « nuées » du spiritualisme républicain (le post-classicisme contre le romantisme) dont la démocratie chrétienne (Sillon) constitue l'une des formes les plus abouties au début du XX^e siècle. Aux dires de J. GRONDEUX, l'amour du classicisme serait le seul universel maurrassien et s'expliquerait par l'abandon de toute prétention métaphysique, par le refus du vague et de l'indéterminé, et par conséquent par un culte de l'unité qui s'oppose clairement à l'impossible symbiose humanitaro-philosophique. L'apprêt de la genèse du dernier concept pouvait justifier que le nœud de l'exposé n'intervienne qu'en conclusion.

Bertrand JOLY¹⁶ (professeur, Nantes), auteur d'un monumental *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français (1880–1900)*, ne pouvait examiner qu'avec compétence et rigueur l'héritage critiqué voire récusé des ligues nationalistes antidreyfusardes. C'est une Action française grandissante qui s'inspire de l'idéologie (nationalisme et les *anti-* qui s'y rattachent : antiparlementarisme, antisémitisme, antiprotestantisme...), de la tactique et de la culture de ligues déclinantes. Les raisons d'un tel processus sont à chercher dans le magistère intellectuel d'un MAURRAS, qui a su démontrer aux nationalistes que la monarchie, seule, autoriserait une conservation de la nation, rendant caduque leur « démocratisme naïf ». S'opposant à Ph. BOUTRY, B. JOLY ironise sur une Action française qui « attend Godot », posant la question du coup de force. La mise en interrogation signifie-t-elle impuissance ? L'argument semble aussi rhétorique que ne l'est le questionnement sur lequel il s'abat. Si le coup de force est possible ? paraît souligner l'attachement à une révolution contraire. Il s'agit — pour MAURRAS — de peser en conscience les conséquences d'un tel acte, tout ce que n'ont justement pas fait, à ses yeux, les révolutionnaires en brisant dans le sang l'ordre unitaire naturel et traditionnel du pays sur un coup de folie suicidaire et dévastateur.

Tant de thèmes qui pouvaient apporter un regard neuf sur la question ne furent cependant pas évoqués. Pour exemple, les rapports d'une Action française naissante avec les royalistes traditionnels et leurs idées (bonaldiens, maistriens, adeptes de BLANC DE SAINT-BONNET... ou simplement le *bureau du prétendant*) auraient mérité des communications. Le cœur de l'histoire des idées n'a pas eu toute sa place dans ce colloque et l'approche sociologique, même si elle a apporté beaucoup de nouveautés (sur les sociabilités, les milieux religieux et sociaux, la diffusion et les dissidences, et surtout les

¹⁶B. JOLY a soutenu sa thèse sur Paul DÉROULÈDE (1846–1914) en 1996. Il a été conservateur en chef aux Archives nationales. « Le parti royaliste et l'Affaire DREYFUS », *La Revue historique*, t. CCLXIX, n° 2, 1983, atteste que ses réflexions à ce sujet s'ancrent dans un parcours intellectuel entamé depuis plusieurs décennies.

cas régionaux), a pu difficilement compenser l'aspect conventionnel de cette session au regard de l'historiographie préexistante. « Autour de la notion maurassienne d'héritage », partie la moins audacieuse du colloque, en dépit d'intervenants et d'interventions de qualité, est venue attester qu'il y avait encore beaucoup à faire pour définir les idées maurassiennes en leur temps, de même que pour évaluer les influences dont elles se sont variablement et diversement nourries pour aboutir à cette synthèse qui a imprégné par capillarités la société française du premier XX^e siècle. Aussi, si elle n'a pas toujours répondu à fond à la question débattue, cette première séance a eu le mérite de la poser et d'ouvrir des perspectives de réflexion nouvelles.

Deuxième partie : L'Action française et les milieux sociaux

Gilles LE BÉGUEC (professeur, Paris X, spécialiste d'histoire parlementaire) a nuancé l'appréciation excessive d'Eugen WEBER quant au poids de l'Action française dans les milieux juridiques. Récupérant notamment les anciens réseaux du vieux barreau royaliste, lui-même en proie à un épuisement naturel, l'organe néo-monarchiste va tarder à mettre en place des groupements encadrant les avocats. Chiffre significatif : en 1934, sur deux mille avocats parisiens, elle n'aurait disposé que d'une cinquantaine de sympathisants. En dépit de quelques grandes figures (Paul ROBAIN, le marquis DE ROUX, Georges CALZANT), la faiblesse du recrutement connaît un déclin après 1927 jusque dans les années 40 (cas du barreau de Toulouse), qui s'explique aussi pour des raisons générationnelles : si le mouvement reçoit des échos favorables des étudiants en droit, « après la saison des fièvres juvéniles, on tourne la page » (Jacques ISORNI).

Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON¹⁷ a dépeint le processus d'attraction du corps médical par les maurassiens, qui, à l'inverse des avocats, dépasse le moment des études. Sur une base de convictions communes (tradition, respect des élites, culte de la hiérarchie, népotisme), l'Action française a instrumentalisé l'obsession des médecins face à la concurrence provenant de l'étranger (loi de 1892 qui ouvre l'exercice de la médecine à tout docteur en la matière), et leur agacement face à ce qu'ils perçoivent comme une ingérence de l'État dans une pratique libre (lois sociales). Si les néo-royalistes canalisent le mécontentement, ils ne lui donnent pas pour autant de réponse, se

¹⁷Spécialiste d'histoire médicale (cf. sa thèse sur *Les internes et anciens internes des hôpitaux de Paris de 1918 à 1945*, sous la direction de S. BERSTEIN, soutenue en 1995), elle s'est aussi penchée plus spécifiquement sur la période 39-45 (*Le docteur Ménétrel, éminence grise et confident du Maréchal Pétain* (2001), ou plus récemment *Vichy en prison : Les épurés à Fresnes après la Libération* (2006)).

contentant de l'encadrer (manifestations des carabins en 1935). Une thèse médicale est même dédiée à MAURRAS par Paul GUÉRIN¹⁸, futur chroniqueur à *Je Suis Partout*. Les groupes médicaux d'Action française connaissent une progression constante tout au long des années 30. En 1933, sept cent participants au banquet annuel écoutent MAURRAS prononcer un discours sur « Le corps médical français et la Restauration nationale » (l'ouvrage publié sous ce titre rassemble plusieurs discours prononcés lors de diverses sessions antérieures). En 1935, ce chiffre s'élève à près de mille cinq cent personnes. Il convient donc de conclure sur une pénétration efficace du milieu médical, que seules les déceptions de la Révolution nationale (concernant le statut, les finances, la déontologie et l'indépendance) remettent en cause (même si elle voit la création de cet ordre corporatiste des médecins tant souhaité, et l'application d'un *numerus clausus*), témoignant de l'incapacité de l'Action française à prendre en compte tous les aspects de la profession médicale.

Olivier FORCADE (Maître de conférence, Amiens, spécialiste de l'histoire du renseignement) a développé l'idée d'une mobilisation paradoxale des milieux militaires par l'Action française. En dépit de la conformité des idées maurrassiennes avec la culture politique de l'armée (thème de l'appel au soldat lors de l'Affaire Dreyfus, de 14–18, de 1940 ; valeurs de défense de la nation et du catholicisme avec la figure de Jeanne d'Arc), l'Action française ne reçut pas de suffrages déterminants au sein de la haute hiérarchie. L'échec de la recherche d'un « Monk » (de 1890 à 1907, le Général MERCIER étant décoré de la médaille d'or d'Action française par H. VAUGEOIS cette année là) n'est pallié que par le ralliement de quelques figures charismatiques (BOISFLEURY, LARPENT, DE VÉSINS). Le gros des bataillons de l'Action française est à chercher dans le corps central des officiers avant 1914, la majeure partie disparaissant durant la guerre. Après le conflit, elle subit la concurrence de la Fédération nationale catholique puis du PSF. En définitive, l'Action française peine à capitaliser le rayonnement de ses quelques réseaux (environ un millier d'individus au début des années 30), si bien que la rencontre manquée d'avant 1914 s'achève sur un interdit après 1927.

Olivier DARD (professeur, Metz, spécialiste de l'histoire de l'extrême droite française) semble expliquer les carences historiographiques concernant l'étude des rapports entre l'Action française et les milieux économiques par le peu d'intérêt que MAURRAS a pu consacrer à ces sujets (il avoue son indifférence dès 1904, et insiste surtout en 1936, dans *Nos raisons contre la République*, sur la nécessité de changer le cadre politique pour apprécier des

¹⁸Paul GUÉRIN, *L'État contre le médecin : vers une renaissance corporative*, préfacé par Paul BOURGET, Paris, thèse de doctorat en médecine, 1929, 310 p. (« À Charles Maurras et Léon Daudet »).

questions économiques). Cinq renvois au *Dictionnaire politique et critique* renforcent cette lecture : « Allemagne », « État », « Guerre », « LA TOUR DU PIN », « Politique ». Pour dépasser la simple profession de foi corporatiste maurrassienne, qui ne débouche pas sur une position nette par rapport au capitalisme libéral, il convient de s'intéresser aux figures de Jacques BAINVILLE et surtout de Georges VALOIS. Avec la création, au début des années vingt, de la Confédération de la production et de l'intelligence française, ce dernier tenta d'ancrer l'Action française dans les milieux économiques. La surreprésentation patronale et l'échec d'une politique d'entrisme dans les syndicats conduisirent VALOIS à organiser des « semaines » (à partir de 1921), en espérant aboutir à des états généraux du corporatisme. Ce projet échoua à cause du départ de son principal promoteur, devenu dissident du mouvement. L'infiltration dans les milieux économiques semble dès ce moment de plus en plus vouée à l'échec jusqu'au terme des années trente. L'épreuve de vérité, consacrant ce décalage entre la pensée ultrapolitique du mouvement et le pays réel économique, fut le fait de Vichy (Charte du travail de 1941, projet corporatiste proche des idées de l'Action française).

Troisième partie :

L'Action française et les milieux religieux

Intervenant sur les catholiques et l'Action Française, Jacques PRÉVOTAT a rappelé l'importance du colloque Maurras organisé par Victor NGUYEN en 1976 et intitulé « *Non possumus* », qui avait été l'occasion de publier vingt-trois documents inédits sur la question. Reprenant l'alliance entre Léon XIII et Albert DE MUN, MAURRAS a apporté un ton nouveau et une doctrine dans le cadre d'un ralliement des catholiques à l'Action française. Assurant une place privilégiée de l'Église dans une monarchie française restaurée, son système associe catholicité, classicisme et royauté pour reprendre en main un public désorganisé depuis la mort de Louis VEUILLOT. Cependant, les termes de cette alliance sont mal définis, si bien qu'une condamnation paraît en germe dès son amorce, l'inséparatisme des croyants et des athées derrière la bannière politique cachant un séparatisme réel au sujet de la place du spirituel. La typologie des catholiques d'Action française est là pour en témoigner : le professeur lillois ajoute deux catégories à celles forgées par E. POULAT, qui différenciait catholiques maurrassiens et maurrassiens catholiques. J. PRÉVOTAT complète ce descriptif par l'évocation des « catholiques d'abord » (MARITAIN, DAR COURT) et des inclassables (G. VEDEL, influencé par MAURRAS lors de ses études de droit à Toulouse). Sa conclusion synthétique fut la suivante : le système maurrassien, qui souhaitait

immobiliser ce qui durait, a découvert la fragilité d'une civilisation qu'il voulait éternelle.

André ENCREVÉ¹⁹ (professeur, Paris XII, spécialiste du XIX^e siècle et du protestantisme) a centré sa communication sur le *Bulletin sullyste* du bas Languedoc, de sa création en avril 1936 à sa disparition en 1939, en passant par son apogée en juillet 1937. Conscients que l'histoire de France royaliste est leur pire ennemie, les rédacteurs de cette revue sont contraints à mettre en avant des argumentaires tortueux et peu convaincants. Ainsi, tout en se proclamant protestants, ils s'appuient sur MAISTRE et BONALD et appellent Pie XI « sa Sainteté ». Pour rompre leur isolement, ils ne cessèrent de promouvoir une union des catholiques et des protestants contre la gauche. Dès octobre 1936, tandis que l'ensemble des protestants se prononçaient contre Franco, les sullystes conviaient leurs coreligionnaires à mener « une croisade » pour appuyer ce dernier. S'ils ont une grande sympathie pour MAURRAS, ils refusent toute idée d'une Action française protestante. Une autre transgression par rapport au code de reconnaissance des protestants tient à leur antisémitisme virulent, le bulletin allant même jusqu'à citer le « Protocole des Sages de Sion » comme un document authentique. A. ENCREVÉ finit par se demander si cette revue ne s'adresserait pas davantage aux autres maurrassiens pour leur prouver qu'ils pouvaient accepter des protestants dans leurs rangs. Le ton de la publication semble, en tous cas, interdire toute audience de l'Église réformée.

Catherine NICAULT (professeur, Reims, spécialiste d'histoire du judaïsme) a insisté sur la variété des réactions à l'Action française dans les milieux juifs, de l'Affaire Dreyfus à la deuxième Guerre mondiale. Le judaïsme officiel, face au « drumontisme », ne souhaite pas remettre en cause le processus d'assimilation entamé depuis la Révolution, et opte pour la discrétion. S'il faut se manifester, c'est en tant que citoyen luttant contre la réaction. Les israélites parlent peu de l'Action française durant les années 1907–1914, ironisant juste au sujet des « apaches politiques », l'antisémitisme maurrassien confortant l'idée d'une communauté de nature entre l'antisémitisme et la réaction. Ce mépris n'empêche pas les israélites d'avoir recours à des procédés légalistes. La guerre modifie ce paysage en ce que nombre de juifs français ont l'impression d'avoir acquis un titre de propriété du fait de leur rôle dans le conflit. Du côté israélite, c'est la « divine surprise » des *Diverses familles spirituelles de la France* de Maurice BARRÈS. Dans un même temps, MAURRAS commence à distinguer les « juifs bien nés » ayant servi le pays. La presse consistoriale prend note de cette évolution mais ne commente pas outre mesure.

¹⁹Il a également dirigé la thèse de Michèle SACQUIN MOULIN, *Entre Bossuet et Maurras : l'antiprotestantisme en France de 1814 à 1870*, Caen, 1997, 3 vol.

Aussi, elle s'agace de la polémique entre BENDA et le maître à penser de l'Action française. Lors de la reprise de l'agitation antisémite à partir de 1934-36, l'échec relatif de la politique de discrétion consistoriale, bien qu'ayant mis en place un Comité de défense et de vigilance, et ayant sollicité en coulisses l'établissement d'une législation de protection, entraîne l'émergence d'attitudes contestataires. Le sionisme compte peu d'adeptes avant 1939, touchant surtout les déçus de l'assimilation, ou des intellectuels admiratifs du nationalisme barrésien (BLUM). Les israélites nationaux comptent nombre de jeunes juifs attirés par la ligue dès sa création (PROUST, FLÈGUE). Les adhésions deviennent possibles (cas de R. GROOS). Mais ce sont globalement des individus isolés, qui se proclament antisémites contre les juifs orientaux et immigrés. Ils s'opposent aux juifs antifascistes (création de la LICA dans les années trente), en opposition eux aussi avec la politique consistoriale, en cherchant la polémique. En conclusion, on notera le cas spécifique de l'Action française en raison de l'attrait exercé par cette école sur certains juifs.

Quatrième partie : **Les sociabilités d'Action française**

Rosemonde SANSON (maître de conférences, Paris I, spécialiste de l'histoire du centre — en particulier, l'Alliance démocratique) et Guillaume GROS (certifié, Toulouse, auteur d'une thèse sur *Philippe Ariès, un traditionaliste non-conformiste*) ont abordé le thème inédit des jeunes d'Action française²⁰. La devise de Henri LAGRANGE paraissait être la meilleure des introductions pour cet exposé : « une canne à la main, un livre dans la poche ». Le mouvement s'est caractérisé par son investissement précoce dans la jeunesse, des premières allusions de BARRÈS en 1900 à la constitution des Camelots du roi en 1905. La discussion de la doctrine à des fins d'adhésions libres et réfléchies représente une autre originalité de cette jeunesse néo-royaliste. R. SANSON insiste sur la volonté d'Henri VAUGEOIS de pousser les jeunes étudiants français à s'attaquer à l'Alliance démocratique et libérale. Ce culte d'une jeunesse violente et activiste se double d'une ambition de former un parti de l'intelligence, la création de l'Institut d'Action française en 1906 soulignant l'ambition contre-encyclopédique maurrassienne, qui comporte également nombre de références barrésiennes et drumontistes. La formation de tout bon étudiant passe aussi par le rite initiatique du passage en justice. Lucien MOREAU

²⁰Quelques études préexistaient à cet exposé dont celle de Nicolas PORTIER, *L'Action française à la conquête de la jeunesse et de l'université*, mémoire de maîtrise, Paris, IEP, 1995, 235 p.

justifie cette nécessité par le mythe d'Antigone (justification du désordre au nom d'un ordre). Maintenir l'abhorration de la République semble le moyen le plus efficace de créer une solidarité pour cette minorité agissante. R. SANSON précise, en effet, que les jeunes ont été peut-être moins nombreux que ce que l'on a pu dire (majorité d'étudiants en droit et en médecine), même si leur influence paraît non négligeable.

Se basant principalement sur un dépouillement de *L'Étudiant français*, Guillaume GROS a analysé la structure de cette sociabilité après la saignée de la guerre et s'est interrogé sur le rôle de matrice intellectuelle du groupement maurrassien. Cette nouvelle génération d'Action française a une mission, explicitée dans *Vingt ans en 1914*, publié en 1920, où Henri LAGRANGE dépeint le modèle héroïque d'une jeunesse nationale. Des cercles de tennis et des salles d'armes sont censées développer l'esprit de combat, l'ensemble étant coordonné par une salle de réunion où MAURRAS est présent, le « maître » entretenant des relations quasi-filiales avec ses disciples. Un nationalisme juvénile, basé sur la pression du groupe et la mythologie des Camelots du roi, prépare les jeunes aux coups d'éclats. Des jeux et des concours sont là pour exciter cette jeunesse. Des chants renforcent l'esprit de corps et lui permettent d'intégrer la doctrine de manière ludique. L'ombre de la guerre est aussi amplifiée, la nouvelle génération devant être à la hauteur du sacrifice guerrier de 14–18. Sous le gouvernement BLUM, les attaques antisémites s'amplifient, Jean ZAY devenant la tête de turc de *L'Étudiant français*. Durant tout l'Entre-deux-guerres, la revue est en proie à un procès de radicalisation, si bien qu'à la fin des années trente, il semble délicat de différencier son discours de celui du fascisme. La question de l'influence intellectuelle de MAURRAS peut alors être posée, dès lors que G. GROS souligne des dissidences toujours croissantes, en particulier vers les groupes non-conformistes des années 30 (MAULNIER). Sur un autre versant, les questions d'éducation ont passionné certains membres de l'Action française (Cercle Fustel de Coulanges). Cet intérêt se retrouve dans les années 40–42, nombre des jeunes d'Action française formés dans l'Entre-deux-guerres s'occupant de l'enseignement sous Vichy.

Bruno DUMONS, chargé de recherches au C.N.R.S. (UMR 5190, spécialisé dans l'histoire sociale du politique et du religieux, il s'est penché sur *Les Dames de la Ligue des femmes françaises, 1901–1914*), a conclu ce chapitre sur « l'Action française au féminin dans les années 1900–1930 ». Identifiant certains réseaux, il finit par conclure sur un engagement faible, fragile et ponctuel des femmes auprès de MAURRAS, se cantonnant principalement aux dames de la noblesse. La condamnation romaine de 1927 voit un reflux féminin, la fidélité papale ayant été plus forte. L'attrait pour l'Action française est dès lors plus contenu (lecture de *L'Action française* en cachette). Par ailleurs, la volonté de rester proche de Rome a immunisé les ligues de

femmes contre le nationalisme intégral. Cet exposé fut l'occasion de dresser le portrait de quelques personnalités remarquables telles la marquise DE MAC-MAHON, et la comtesse DE COURVILLE (présidente en 1923 du Comité des dames royalistes).

Cinquième partie : Diffusion doctrinale et oppositions

Laurent JOLY (agrégé, Paris I, spécialiste de l'antisémitisme sous Vichy) et Hervé SERRY (CNRS, sociologue spécialisé dans l'édition, les intellectuels et la religion) sont respectivement intervenus sur « *L'Action française* bimensuelle et quotidienne (1899–1908) » et « les revues d'Action Française après 1908 ». La presse, courroie de transmission à entrées multiples des idées néo-royalistes, fer de lance du combat par la plume, ne pouvait être négligée dès lors qu'il s'agissait de s'intéresser à la diffusion du propos maurrassien. Après avoir étudié la stratégie des luttes internes avant l'avènement du royalisme de MAURRAS, Laurent JOLY a voulu analyser le processus de captation des catholiques et des patriotes pour conclure sur *L'Action française* quotidienne (à partir du 21 mars 1908). Durant les premières années (de la revue mensuelle de juillet 99 qui devient bimensuelle dès août), Henri VAUGEOIS impose une ligne éditoriale fondée sur la nécessité d'une impulsion morale et française face à la mollesse de LEMAÎTRE et des ligues antidreyfusardes, le tout dans une certaine confusion. Les francs-maçons et les juifs sont désignés en ennemis, ce qui n'empêche pas la publication de railler les bonapartistes et les royalistes. La revue devient rapidement « une petite sœur » de *La Cocarde* de BARRÈS. L'arrivée de MAURRAS voit une modification progressive de sa tonalité (bien que l'*Enquête sur la Monarchie* soit publiée dans *La Gazette de France*), ce dernier parvenant à ancrer l'idée selon laquelle la République est une éternelle Affaire Dreyfus. L'essor du journal quotidien (même si la *Revue bleue* assure la relève de l'ancienne *Revue grise*) voit la marginalisation de VAUGEOIS. L. JOLY a longuement détaillé un thème omniprésent durant ces années-là dans les publications : l'antisémitisme et sa rationalisation (théorisation de l'antisémitisme d'État par MAURRAS au moment de l'Affaire Bernstein en 1911).

H. SERRY a souligné l'influence et le rôle structurant de *L'Action française* sur les élites de 1905 à 1935 (système de polarités). C'est en 1907 que semble s'entamer cette dynamique après la loi de Séparation et lors de la crise moderniste. À côté, L'Amitié française se fait lieu d'une ligne catholique indépendante, mais l'étendue des rapports avec l'Action française est délicate à évaluer. Un catholicisme intégral (Conférence Bonald : promotion

de la Contre-révolution théocratique par de jeunes aristocrates) se développe alors pour se singulariser de la NRF et des revues d'esthétique littéraire néo-classique. Après la conversion de VAUGEOIS à la monarchie (20 juin 1901), la ligne maurrassienne se précise, avec un exposé des positions à la page deux ; texte immuable, principe que l'on peut retrouver dans les revues marxistes, avec cette même prétention à posséder la vérité. Les publications se caractérisent par une fascination pour ceux qu'elles qualifient d'ennemis (juif, protestant, francs-maçons, métèques). Les Inventaires consacrent les premiers récits de martyrs maurrassiens. La réhabilitation de Dreyfus en 1906 exacerbe les élans antisémitiques de VAUGEOIS. De 1908 à 1914, les grands événements de « l'Affaire » sont célébrés de manière récurrente. La promotion de ce discours à outrance, adjoint aux appels à souscriptions à partir du 15 octobre 1906, entraînent la fureur de DRUMONT (l'argent nationaliste partant dans les caisses royalistes) dont le journal, *La Libre Parole*, manque de peu d'être racheté par les maurrassiens. À partir de 1908, le ton devient de plus en plus polémique, voire violent. La recomposition du champ intellectuel durant 14–18 profite largement à *L'Action française*. Après guerre, les intérêts maurrassiens se portent franchement sur les catholiques, d'où l'éphémère tentative de refonder le journal de Louis VEUILLOT. Cependant, ils doivent faire face à la concurrence de revues proprement religieuses, tout en étant l'élément structurant de cette sphère de publications. En témoigne le remplacement des *Lettres* après la condamnation de 1927 par une autre revue catholique totalement apolitique.

Michael SUTTON²¹ a donné suite à cette idée de contre-influence maurrassienne sur ses opposants, les rencontres avec MAURRAS ayant été capitales pour nombre de ses contradicteurs. Deux questions théologiques furent en débat entre l'Action française et ses adversaires : le rapport naturel/surnaturel et la nature de l'Église. Outre le cas de BLONDEL²² qui finit par démontrer en 1928 que le nationalisme maurrassien et l'internationalisme catholique sont incompatibles, le professeur à l'Aston University de Birmingham s'est concentré sur les positions de Henri de LUBAC²³, pour qui l'antisémitisme

²¹Rappelons ses travaux sur l'Action française : *Charles Maurras et les catholiques français*, Paris, Beauchesne, 1994 (traduction de son *Nationalism, positivism, and catholicism : the politics of Charles Maurras and the French catholics, 1890-1914*, Cambridge University Press, 1980 — thèse remaniée soutenue à Londres en 1977).

²²M. SUTTON a introduit historiquement *Une alliance contre-nature : catholicisme et intégrisme : la semaine sociale de Bordeaux 1910/Maurice BLONDEL*, Bruxelles, Lessius, 2000. Il s'est passionné pour cette figure depuis fort longtemps : « Introduction historique de M. SUTTON », Les premiers écrits de Maurice BLONDEL, Paris, PUF, 1956

²³Il convient d'indiquer sa contribution à *Henri de Lubac et le mystère de l'Église, Études lubaciennes*, I, Actes du colloque du 12 octobre 1996 à Institut de France, Paris, Cerf, juin 1999.

maurrassien est à rapprocher de celui du nazisme (*Le Drame de l'humanisme athée*, 1945), pour terminer sur l'évolution de MARITAIN (« une vie qui bascule », selon M. SUTTON).

Jean-Dominique DURAND (professeur, Lyon III, spécialiste d'histoire religieuse, de l'Église catholique en Italie, et de la démocratie chrétienne²⁴) a dépeint les bases de l'allergie à la pensée gréco-nationaliste maurrassienne du démocrate-chrétien Luigi STURZO²⁵. Dès décembre 22, lors de son discours de Turin, et lors de son intervention au PPI en 1923, cet antifasciste virulent craint une européisation du cas italien. Il n'hésita pas à rendre un hommage posthume à Marc SANGNIER et à saluer les condamnations de Pie XI à l'égard du maurrassisme, du nazisme, ou du pilsudskisme. Comparant Charles MAURRAS à PRIMO DE RIVERA, il ironise sur une Action française qui « n'a eu de chance ni avec le peuple, ni avec le Pape ». Il s'insurge contre la violence de la « Lettre à Schrameck ». Après le tract de protestation contre la condamnation morale par la SDN de la guerre d'Éthiopie (*Assassins, Appel nominatif des Parlementaires maçons qui veulent la guerre, comme en 1792*), STURZO écrit à Francisque GAY : « il faut aller jusqu'au bout avec des types comme Maurras ». Sa critique religieuse de l'instrumentalisation de la catholicité par les néo-royalistes s'accompagne d'une méfiance pour Jacques MARITAIN, victime collatérale de la colère de STURZO. Seuls la guerre d'Espagne et l'exil commun à New York levèrent cette crainte. Les positions tranchées de STURZO sont à rapprocher de son expérience italienne du fascisme, et de la douleur de l'exil.

Michel LEYMARIE est venu clore cette thématique sur les dissidents et critiques de l'Action française. Avant BEAU DE LOMÉNIÉ en 1953, REBATET a pu parler « d'un chapelet continu de dissidences » dans *Les Décombres*, témoignant des dynamiques à la fois centrifuges et centripètes de l'Action française. En revanche, tous ceux qui se sont écartés n'ont nullement nié le prestige politique et intellectuel du mouvement au sortir de la première Guerre mondiale, lié en grande partie à l'audience catholique. Outre la condamnation de 27, la distorsion entre la théorie et l'action explique l'ensemble des déceptions. Pour autant, il paraît impossible de dresser une typologie de ses dissidences. Chaque figure semble avoir ses spécificités. Louis DIMIER n'a jamais caché son scepticisme au sujet du rétablissement de la monarchie, allant jusqu'à qualifier son parcours maurrassien de « vingt ans d'erreur » (*Vingt ans d'Action française*, Paris, NLN, 1926). Le refus d'une alliance du néo-monarchisme avec le syndicalisme révolutionnaire voulue par LAGRANGE

²⁴Pour plus de précisions, consulter sa page d'accueil : www.jeandominiquedurand.com.

²⁵Jean-Dominique Durand a reçu en 2004 le prix international Luigi Sturzo. Il est l'auteur de « Luigi Sturzo interprète de Maurice Blondel », in Marc LECLERC (dir.), *Blondel entre l'Action et la trilogie*, Bruxelles, Lessius, 2003, p. 381-391.

explique son départ. Les incompatibilités d'humeur de VALOIS, de même que son intérêt pour les questions économiques firent peser une hypothèque précoce sur son adhésion au mouvement. On notera que la question religieuse, l'antisémitisme et la politique étrangère ne sont pas au cœur de ces déceptions politiques. L'orgueil de MAURRAS, sa volonté de domination intellectuelle, la banalisation de l'Action française liée à l'impossibilité du coup de force et sa participation aux élections après-guerre sont autant d'autres facteurs explicatifs de ces schismes récurrents. En fonction de ceux-ci, M. LEYMARIE conclut sur un épuisement idéologique de l'Action française dès 1923-24. Il rappelle le fond premier de MAURRAS, la poésie, qui conditionne très tôt une pensée où le but politique n'est rien, et le mouvement est tout.

Sixième partie :

Les cas régionaux

Gérard GAUDIN²⁶ a décrit l'évolution des royalistes provençaux avant MAURRAS. Entre 1815 et 1848, la Provence, le Var mis à part, paraît profondément attachée au roi. Contre la monarchie de Juillet et le second Empire, les monarchistes allèrent jusqu'à s'allier avec des républicains dans le cadre de coalitions carlo-républicaines. Après 1873, une forte minorité blanche souffre beaucoup face à l'enracinement de la République, le décès du comte de Chambord n'arrangeant pas leurs affaires. La vitalité des idées royalistes devient le fait d'une bourgeoisie traditionnelle (cas de l'industriel Félix FOURNIER, qui joua un rôle central dans *Le Soleil du Midi*). G. GAUDIN s'est alors concentré sur le cas de Martigues, ville au sujet de laquelle un vieux blanc martégal écrivait dans une lettre de 1881 qu'elle était perdue pour le royalisme. Dans ces années d'enracinement de la République, c'est en Arles et en Avignon, dans la « Vendée provençale », que les partisans de la royauté se mobilisent pour la défense de la foi catholique. Si le milieu pouvait sembler propice à un développement de l'Action française, celle-ci va se heurter peut-être plus qu'ailleurs aux royalistes de tradition, choqués en particulier par la violence des Camelots (25 janvier 1909, attaque contre la première d'une pièce de MIRBEAU).

²⁶ Ancien participant des colloques organisés par V. NGUYEN. Il est auteur de *La Gazette du Midi de 1870 à 1983 : étude d'un journal royaliste au début de la III^e République*, DES d'histoire, Aix en Provence, 1957, puis de *Le royalisme dans les Bouches-du-Rhône de 1876 à 1927 : de la fidélité à l'idéologie, contribution à l'étude des « Blancs » du Midi*, thèse de Lettres, Aix-en-Provence, 1978.

Philippe SECONDY²⁷ (Montpellier III, Centre d'études politiques de l'Europe latine) a circonscrit sa présentation de l'Action française dans le bas Languedoc au Gard et à l'Hérault, l'Aude étant plutôt « rouge », et les notables de Lozère ayant peu mordu au maurrassisme. On notera dans la région la récurrence des conflits entre catholiques et protestants, et le développement d'un « Midi rouge » forgé par les heurts au « Midi blanc » depuis le second Empire. On ajoutera que ce clivage marqué a empêché l'éclosion de forces modérées jusqu'à la deuxième Guerre mondiale. L'Action française s'enracine donc facilement, en jouant moins sur la corde nationaliste que sur le conflit pro/anti-Lumières qui occupe tout l'espace politique. Cette éclosion fut le fait de quelques personnalités marquantes (le cardinal DE CABRIÈRES, néo-ultramontain ; André VINCENT, fondateur d'un parti royaliste et d'un mouvement de jeunesse). Outre la consécration d'A. VINCENT, l'Entre-deux-guerres marque l'apogée maurrassienne dans la région : entre 1926 et 1930, les six départements de la zone Midi se placent en deuxième position au regard des subsides récoltés ; la presse connaît un essor remarquable (*Le Midi royaliste*, *La Gazette du Languedoc*, *Le Midi nouveau* créé vers 1919, le *Bulletin sullyste* du bas Languedoc). Cette assise sociale a des manifestations électorales : aux législatives de 1919, les royalistes comptent quatre élus dans le Gard, et trois dans l'Hérault. Cette légitimité politique se double de justifications scientifiques, la faculté de médecine de Montpellier étant l'un des plus grands foyers d'Action française. Cependant, la cohabitation est fort délicate entre les traditionalistes et les maurrassiens, les premiers craignant de fâcher le parti catholique et de voir le retour en force de la démocratie chrétienne, qui briserait l'un des piliers historiques de la réaction dans la région. En conclusion, Ph. SECONDY insiste sur l'opposition persistante entre le gros des troupes royalistes de tradition et les maurrassiens (propriétaires terriens et bourgeoisie libérale, ou encore milieux régionalistes, d'après ARNAVIELLE), lesquels demeurent assez méconnus sur le plan régional.

Dans le sud-ouest, seuls le Béarn, le Pays basque, la Charente inférieure et le Bordelais peuvent faire, selon Marc AGOSTINO (professeur, Bordeaux III, spécialiste d'histoire religieuse et d'histoire politique, auteur de *De Gaulle et le RPF.*), l'objet d'exposés significatifs. Les recherches sur le cas toulousain n'ont pas abouti, ce qui ne signifie pas pour autant une absence (au sein du barreau ; M. AGOSTINO pense aussi que les milieux ecclésiaux mériteraient d'être travaillés). Même si la terre bordelaise est imprégnée de radicalisme depuis la décennie 1880–1890, les milieux viticoles, d'importance dans la région,

²⁷Auteur de *La persistance du Midi blanc : l'Hérault, 1789-1962*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2006, qui fait suite à sa thèse *La droite extrême dans l'Hérault : 1890-1944, sociologie historique d'une configuration politique*, thèse de Sciences politiques soutenue à l'Université de Montpellier I, 2001.

sont emprunts d'un esprit de tradition. Le ralliement des milieux royalistes à l'Action française va être plus que délicat, l'installation se faisant progressivement dans les années 1904–1909. La figure de Paul COURCOURAL participe à cette pénétration régionale, alors qu'il récupère la direction du *Nouvelliste de Bordeaux* à la mort d'A. CORDIER. D'autres grandes familles d'Action française furent évoquées par M. AGOSTINO, telles les LUR-SALUCES. Après la disparition d'Eugène en 1922, l'Action française se rajeunit (Nel ARIÈS). Au début des années vingt, le néo-royalisme a pris dans le Bordelais, même si la tendance ne recueille que sept pour cent aux élections législatives de 1919. Il faut dire que l'Action française doit faire face à des oppositions de poids (cardinal ANDRIEU, Georges MANDEL), les catholiques optant souvent pour d'autres positions, et les idées maurrassiennes entraînant même des conflits au sein du personnel religieux (cf. le cardinal BAUDRILLART : « je préfère aller en enfer avec Maurras qu'au paradis avec le cardinal Andrieu »). Après la condamnation, portée maladroitement dans un premier temps par P.-P. ANDRIEU, l'atmosphère bordelaise devient irrespirable. Il convient enfin d'indiquer le cas original des basses Pyrénées et de la Charente inférieure, où ce sont les bonapartistes qui constituent le premier noyau des maurrassiens.

David BENSOUSSAN (docteur, Rennes, auteur d'une thèse en histoire sur *Les droites en Bretagne dans l'entre-deux-guerres : tensions et déchirements dans un monde catholique et rural*, IEP de Paris, 2002) a démontré que la greffe maurrassienne a fini par prendre sur le vieux rameau royaliste breton. La région est connue pour son vaste courant conservateur, traditionnel, le combat entre la catholicité et la laïcité monopolisant non seulement l'espace politique (monde royaliste majoritaire dans la députation, présence au conseil régional de Loire inférieure jusqu'à la deuxième Guerre mondiale) mais aussi la sphère culturelle (aristocratie rurale légitimiste possédant une autorité naturelle, souvenir de la Vendée chouanne). Alain RAIZON DE CLEUZIQUÉ témoigne de l'importance de la question électorale pour les royalistes bretons, en ce qu'il a tout fait pour unir les royalistes dans des comités. La séduction de la pensée maurrassienne s'explique certainement par sa manière de repenser le royalisme, et le dépassement de l'affection par le biais de la raison positive. Pour autant, l'antiparlementarisme d'Action française déplaît globalement dans la région, à part dans les terres où le légitimisme d'élections a échoué (cas du Finistère), en ce qu'il risquait de diviser les royalistes et, en conséquence, de leur faire perdre leur autorité naturelle. Une réticence plus marquée tient au positivisme comtien, à l'agnosticisme de MAURRAS, qui ne peut qu'agacer les milieux traditionnels. Cependant, l'Action française sort victorieuse de la crise de 1910–1911 en Bretagne (conflit avec le cabinet du Prétendant), en tant que garante de l'intégrité catholique (paradoxe lié à la condamnation du Sillon). Après guerre (1923), les sections se réveillent sous

l'impulsion, notamment, de Bernard DE VÉSINS, jusqu'à un apogée dans les années 1926–1927 (entre 1500–2000 ligueurs à Nantes ; Loire inférieure : 400 ligueurs, groupes de lycéens, de collégiens). Concernant la sociologie des ligues, D. BENSOUSSAN souligne dans certains cas la montée de la bourgeoisie libérale dans les années 26–27 (section nantaise ; en même temps, l'Action française est au cœur de la notabilité catholique) ; dans d'autres, la persistance des structures traditionnelles (Côtes-du-Nord, prédominance aristocratique et cléricale). L'adhésion au maurrassisme est cependant loin d'être orthodoxe, ce qui est perceptible lors de la condamnation qui creuse un fossé entre le clergé et le royalisme breton, et brise cette union sacrée de la réaction (échec aux élections de 1928). En dépit du volontarisme d'Action française dans les années 26–27, la condamnation fauche le mouvement au sommet de sa gloire. En insérant un esprit de renouvellement dans les consciences royalistes bretonnes, le courant maurrassien a paradoxalement été l'artisan d'un déclin de la réaction dans la région, éloignant le clergé d'une élite royaliste désormais marginalisée.

Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS (professeur, Lille III, spécialiste des organisations et des comportements des droites républicaines et parlementaires sous la troisième République) a conclu la série des interventions sur l'Action française dans le département du Nord, dans sa dimension urbaine, les maurrassiens étant absents des milieux ruraux. Aux alentours de 1900, le Nord se caractérise par un conflit politique qui oppose catholiques (conservateurs, libéraux, démocrates-chrétiens) aux socialistes. Le royalisme va venir s'immiscer dans ce débat. Avant 1926, l'Action française connaît un essor dans l'agglomération lilloise (section créée à Lille en 1909, suivie par celles de Roubaix et Tourcoing ; disparition durant 14–18, et renaissance en 22 ; 22–25, processus d'essaimage en périphérie). Des organes locaux de presse diffusent les idées maurrassiennes (Robert HAVARD DE LA MONTAGNE, journal *Le National*). Les réunions publiques sont très suivies (intervention du marquis DE ROUX en 1923 à Roubaix, et de Léon DAUDET à Lille en 1925). Lille compte alors environ cent cinquante camelots et l'Action française est présente à la faculté catholique. Les milieux médicaux sont aussi représentés. Le patronat du Nord (textile) sympathise ou milite dans le mouvement. Le profil d'Eugène MATHON est significatif de ce cas de figure : il s'associe avec VALOIS pour donner un contenu socio-économique à la doctrine (« semaines » et Union des corporations françaises). L'étude des tracts permet de préciser ce rôle du patronat. La rupture entre VALOIS (qui souhaite l'autonomie salariale par le biais du syndicalisme) et MATHON (qui milite pour la seule autorité du patron) en 1926, adjointe à la crise religieuse, marquent un essoufflement du mouvement. Une originalité est à souligner : la déroute n'est pas irréversible. Aussi, à partir de 1934, en raison de la radicalisation

de l'opinion publique, le militantisme reprend sur une nouvelle base de recrutement (employés, en particulier; environ mille cinq cent ligueurs dans ces années-là). Ce regain est de courte durée et la reconstitution de la droite après 1936 voit un déclin de l'Action française dans le Nord au profit des Croix de Feu.

